

Solidarité avec le peuple libyen

lundi 28 février 2011, par [BFS/MPS](#), [GRS](#), [LCR-SAP \(Belgique\)](#), [Marea socialista](#), [NPA](#), [solidarités](#) (Date de rédaction antérieure : 28 février 2011).

Sommaire

- [Belgique : A bas Kadhafi \(...\)](#)
- [Venezuela : Kadhafi massacre](#)
- [Martinique : Groupe révolution](#)
- [SOUTIEN AU SOULEVEMENT DES](#)
- [Suisse : Manifestations \(...\)](#)
- [France:Halte au massacre \(...\)](#)

Belgique : A bas Kadhafi ! Solidarité avec le peuple libyen ! Non à l'ingérence impérialiste !

Depuis le 14 février, la révolution arabe déferle avec force sur la Libye où, malgré une répression sanguinaire qui a déjà fait plusieurs centaines de mort-e-s, l'insurrection populaire continue, s'étend et a pris le contrôle d'une partie du pays avec l'aide de militaires rebelles, provoquant les premières fissures sérieuses au sein de l'appareil d'État.

Les menaces d'une intervention impérialiste de l'OTAN en Libye, sous prétexte de stopper les massacres, ne doivent pas faire illusion. Il s'agit en réalité de garantir les intérêts des puissances occidentales - le pétrole et le gaz libyen, ainsi que le verrouillage de l'émigration de l'Afrique vers l'Europe - et de freiner le déferlement révolutionnaire qui menace d'emporter une série de régimes dictatoriaux qui assuraient la stabilité du Proche et du moyen-Orient au grand bénéfice des Etats-Unis.

Malgré ces faits, certains veulent douter du caractère authentiquement populaire du soulèvement libyen. En Amérique latine, les gouvernements progressistes d'Evo Morales ou de Hugo Chavez sont totalement aveuglés par leurs néfastes postures « campistes » (les ennemis de mes ennemis sont mes amis ; et donc, Kadhafi en Lybie, Bachir el Assad en Syrie et Ahmanidejab en Iran, avec leurs déclarations théâtrales « anti-impérialistes », sont dans le camp « progressiste » et doivent être soutenus, y compris contre leurs peuples). La télévision publique vénézuélienne présente les événements en Libye comme une manipulation orchestrée par l'impérialisme, à l'image des prétendues « révolutions oranges » comme en Ukraine, fomentées par les services secrets étatsuniens. Cette attitude est d'autant plus absurde et inconsciente que Chavez jouit d'une popularité énorme dans le monde arabe et que les processus populaires en Amérique latine ont contribué à nourrir la révolution arabe.

Or, ce qui se passe aujourd'hui en Libye est un authentique soulèvement populaire de masse contre une dictature qui n'a aucune légitimité, et cette révolte s'intègre pleinement dans le processus révolutionnaire qui secoue le monde arabe depuis la chute de Ben Ali en Tunisie et de Moubarak en Égypte.

Kadhafi n'a strictement plus rien à voir avec le leader anti-impérialiste qu'il prétendait encore être.

En dépit de ses postures pseudo-révolutionnaires et de son caractère imprévisible, depuis plusieurs années déjà, tout comme Ben Ali ou Moubarak, c'est un allié de l'impérialisme occidental, et particulièrement de son grand ami Berlusconi. Contre de fortes compensations financières, l'Union européenne « sous-traite » à Kadhafi l'internement de milliers de réfugié-e-s d'Afrique subsaharienne dans des conditions épouvantables. Le matériel qu'elle lui livre pour contrôler ses frontières (hélicoptères, etc.) sert aujourd'hui à réprimer le soulèvement populaire.

Les déclarations du Premier Ministre wallon PS Rudy Demotte, qui feint de s'indigner en découvrant que des armes belges de la FN Herstal sont actuellement utilisées par les forces de répression en Libye, sont d'une hypocrisie ridicule. Tout comme ses partenaires occidentaux, que ce soit par des Demotte ou des Van Ackere, la Belgique est complice d'un régime dictatorial qui massacre un peuple désarmé avec des instruments de guerre les plus sophistiqués qui soient.

Le sort de la Libye appartient avant tout au peuple libyen. Les forces progressistes du monde entier doivent serrer les rangs autour de son soulèvement et soutenir sa lutte courageuse pour les droits démocratiques, la justice sociale et la dignité. Par la mobilisation, il faut imposer aux gouvernements occidentaux le gel des avoirs des dignitaires du régime, les menacer de poursuites pour crimes contre l'humanité et la rupture des relations diplomatiques et économiques. Avec leurs organisations syndicales, les travailleurs des ports et des aéroports doivent bloquer tout envoi d'armes ou de matériel de répression en direction du régime libyen.

C'est ainsi, et seulement ainsi, que nous pouvons concrètement aider le peuple libyen dans sa lutte courageuse et contribuer à désarmer et démoraliser le noyau dur de ce pouvoir assassin. C'est seulement ainsi que nous pourrons empêcher toute forme d'intervention armée impérialiste ; les exemples de l'Irak et de l'Afghanistan démontrent bien qu'il s'agit là d'une voie sans issue, qui va à l'encontre des intérêts démocratiques et sociaux des peuples.

Kadhafi, dégage ! Stop aux massacres en Libye ! Solidarité avec les peuples en lutte pour la démocratie et la justice sociale ! Vive la révolution arabe !

Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR)

Section belge de la IV^e Internationale

23/02/2011

Venezuela : Kadhafi massacre des manifestants désarmés. Le peuple libyen vaincra !

La révolution arabe s'est installée en Libye. Et elle y a pris le visage le plus violent. Le gouvernement de Kadhafi a déclenché un massacre qui démontre aux peuples du monde l'horreur dont sont capables les dictateurs soumis ou non à l'impérialisme. Les bombardements aériens de manifestants dans la seconde ville du pays et les tirs dans Tripoli, la capitale, témoignent de ce massacre.

Certains, dans le monde, prétendent douter de la réalité de ce soulèvement. Ils mettent en avant les intérêts de l'OTAN et de l'impérialisme, leurs efforts afin de maintenir le contrôle sur le pétrole et le gaz libyen et dans tout le monde arabe. Cet argument est faux bien que cet intérêt existe.

S'il fallait une preuve, la seule mesure prise par le régime de couper les communications avec l'étranger, le téléphone fixe et Internet, est une mesure de guerre d'un État. Mais dans ce cas-ci, cette mesure est prise à l'encontre d'un peuple en révolte contre une dictature.

D'un leader nationaliste à la fin des années 60 du siècle dernier, Kadhafi est devenu un dictateur capitaliste partenaire de l'Union européenne à laquelle il livre le pétrole de son désert et qui est accepté par les États-Unis. Le prix de cette métamorphose, c'est le peuple libyen qui l'a payé et le paie aujourd'hui.

Ceux-là mêmes qui mettent en doute la réalité des faits suggèrent également, bien que de manière moins ouverte, que la même chose se produit avec les révolutions en Tunisie et en Égypte. Mais aucun des « défenseurs du peuple libyen » contre les intentions de l'OTAN ne s'est prononcé en faveur des changements démocratiques exigés par ces peuples. Et ils ne condamnent pas ouvertement les massacres qui sont en train de se produire. (...)

C'est une authentique insurrection populaire qui a lieu en ce moment en Libye. Mais quelle que soit la conclusion de ce chapitre de la révolution démocratique en Libye, ce ne sera pas avec un secteur de l'ancien régime qui tentera d'imposer une issue ordonnée. Il ne restera aucune pierre de ce régime et de son dictateur.

Vive la révolution démocratique arabe !

Marea Socialista se prononce catégoriquement en solidarité avec le peuple libyen et avec le peuple arabe en lutte pour conquérir la liberté et la démocratie. En dessous du tissu de mensonges ou des fausses interprétations intéressées, il y a la réalité d'un peuple jugulé pendant près d'un demi siècle.

Les transformations démocratiques qu'exigent les peuples arabes ne concernent pas seulement le droit de vote. Il y a aussi, et surtout, la volonté d'avoir une vie digne. Travail, niveau de vie et perspective d'avenir, tout cela était nié par ces dictateurs et leur régime. Les peuples, les masses de cette région du monde, ont trouvé le chemin de la lutte pour obtenir ce qu'ils veulent. Ce spectre hante tous les continents. Et dans leur lutte, ils ont ouvert les portes à la révolution internationale contre le capitalisme et leur régime d'oppression et de misère.

Stop aux massacres en Libye ! Vive la révolution arabe !

Caracas, 22 février 2011

Marea socialista

Stalin Pérez, Gonzalo Gómez, Vilma Vivas, Osman Cañizales, Christian Pereyra, Alexander Marín, Zuleika Matamoros, Juan García, William Serafino, Cesar Romero

Martinique : Groupe révolution socialiste (GRS)

_SOUTIEN AU SOULEVEMENT DES PEUPLES ARABES !

NON A L INTERVENTION DE L'IMPERIALISME

Alors que l'onde de choc du processus révolutionnaire en cours dans les pays arabes atteint d'autres pays africains et même de façon encore faible des régions aussi lointaines que SHANGAÏ en Chine ou le WISCONSIN aux Etats-Unis la voix des progressistes, des anti-impérialistes, des anticapitalistes internationalistes de MARTINIQUE doit se faire entendre.

Oui, nous sommes résolument du côté des masses en insurrection du BARHEIN à la LIBYE sans exclure aucun des pays dont les martyrs doivent être honorés, dont l'héroïsme doit être salué, dont la volonté de changer leurs vies doit être soutenue !

Les hésitations ou les ambiguïtés dont certains font preuve dans la Caraïbe à l'égard de la LIBYE de KADHAFI ne sont pas défendables. Certes le dictateur libyen a un passé d'anticolonialiste, a joué jadis un rôle de tiersmondiste passionné face aux empires occidentaux mais il faut bien dire que ces positions n'ont jamais dépassé l'horizon politique et social de la petite bourgeoisie, du paternalisme autoritaire à l'égard des masses, de l'opposition à l'organisation autonome des travailleurs et du refus de tout contre-pouvoir démocratique. C'est cela qui explique le recours de ce « guide de la révolution libyenne » aux méthodes criminelles du terrorisme à l'extérieur et de répression impitoyable à l'intérieur. Nous, GRS, n'avons jamais eu de solidarité avec ces horreurs même si nous avons toujours su les soutiens y compris financiers accordés par KADHAFI à certains mouvements de la Caraïbe.

De toutes façons depuis les débuts du XXI eme siècle, le régime libyen s'est converti au libéralisme capitaliste, a soutenu les dictateurs comme BEN ALI et MOUBARAK , a recherché ses brevets de respectabilité auprès des BUSH , BERLUSCONI et autres SARKOZY .Et ceux-ci l'ont accueilli à bras ouverts comme ils ont aidé sans vergogne et jusqu'à la dernière minute les dictatures arabes tendres avec le sionisme et intraitables avec leurs propres peuples.

Même si aujourd'hui les rangs des insurgés contre KADHAFI sont divers (allant des royalistes à divers nuances du nationalisme), même si l'impérialisme essaie de tirer les marrons du feu de toutes les luttes en cours, même si les taches de la vraie libération sont complexes et parsemées d'embûches, même si l'hypocrisie des médias dominants est évidente (il suffit de comparer leur excitation actuelle avec leur silence assourdissant devant le coup d'Etat sanguinaire du HONDURAS), nous sommes totalement du côté des combattant-e-s de la libération ! Espérons seulement que le prolétariat de tous ces pays réussira à construire son unité et son indépendance de classe, seule garantie contre la confiscation réactionnaire des révolutions en cours.

Bien entendu, chaque peuple lutte en fonction de sa propre situation. Notre

MARTINIQUE n'est ni la TUNISIE, ni la JORDANIE, ni la LIBYE. Mais l'audace, le courage, l'intelligence de ces peuples en révolte doivent renforcer notre détermination de refuser de payer la crise du système capitaliste, doivent accroître notre volonté de construire la nouvelle représentation politique dont les masses populaires de notre pays a besoin, doivent nourrir l'internationalisme concret qui seul est à la hauteur des besoins de l'Humanité d'aujourd'hui

VIVE LA LUTTE DES PEUPLES ! SOLIDARITE INTERNATIONALISTE !

LA RESISTANCE A L'OPPRESSION EST UN DROIT NATUREL !

F. de F. le 28/02/2011

Max DORLEANS, Marcel SELLAYE, Philippe PIERRE-CHARLES

Suisse : Manifestations de solidarité avec le peuple libyen !

Samedi 26 février

Genève - 14h30 - Place Neuve

Lausanne - 14h - Place Saint-François

Depuis le 14 février, le peuple libyen se soulève pour renverser le régime autocratique du colonel Kadhafi, en dépit d'une répression sanguinaire qui a déjà causé la mort de centaines de personnes. Cela fait plusieurs années que l'Union Européenne et la Russie ne cessent de moderniser l'armement de l'Etat policier libyen en développant de florissantes affaires avec lui. Il est vrai que ses recettes pétrolières dépassent les 40 milliards de dollars par an !

Contre de fortes compensations financières, l'UE « sous-traite » à Kadhafi l'internement de milliers de réfugié-e-s d'Afrique subsaharienne dans des conditions épouvantables. Le matériel sophistiqué qu'elle lui livre pour contrôler ses frontières (hélicoptères, etc.) sert aujourd'hui à réprimer le soulèvement populaire... Et dire que certains n'ont aujourd'hui que la peur d'une nouvelle vague de réfugié-e-s à la bouche...

Des voix s'élèvent pour exiger une « ingérence humanitaire » onusienne, en envisageant notamment que l'OTAN interdise l'espace aérien au-dessus de la Libye. Certains appellent même au blocus international de ce pays. Ils ont oublié le prix payé par le peuple irakien pour l'embargo onusien de 1990 à 2003, sans parler du carnage provoqué par l'occupation militaire des Etats-Unis et de ses alliés dès 2003, soi-disant « pour rétablir la démocratie ».

A l'heure qu'il est, les chancelleries occidentales s'agitent pour mettre un terme aux révolutions tunisienne et égyptienne. Ne laissons pas le peuple libyen se faire voler sa révolution par les multinationales du pétrole, les vendeurs d'armes et les stratèges européens de la lutte contre l'immigration extra-européenne, qui rêvent d'une tête de pont au Maghreb, au moment où les révolutions tunisienne et égyptienne voisines pourraient ébranler leur domination sur toute la région.

Le sort de la Libye appartient au peuple libyen. Les forces progressistes du monde entier doivent serrer les rangs autour de son soulèvement et soutenir sa lutte courageuse pour les droits démocratiques, la justice sociale et la dignité. En envoyant une aide médicale et humanitaire d'urgence sur place et aux frontières les plus proches (Italie, Tunisie et Egypte), en appelant tous les pays à bloquer les avoirs des dignitaires du régime et en les menaçant de poursuites pour crimes contre l'humanité, nous pouvons concrètement aider le peuple libyen à démoraliser le noyau dur de ce pouvoir assassin.

Halte à la répression criminelle des sbires de Kadhafi contre le peuple libyen !

Solidarité avec les luttes sociales et démocratiques des peuples de Libye, du Maghreb et du Moyen-Orient !

* *Publié notamment sur le site de « solidarités ».*

Soutenir l'insurrection du peuple en Libye

Tract du Mouvement pour le socialisme (MPS)

I

La vague de révolutions démocratiques - dont la toute première étape a été franchie en Tunisie et en Egypte - s'accompagne de mobilisations d'ampleur diverse dans un nombre croissant de pays du Maghreb et de la péninsule Arabique.

Les masses laborieuses de Tunisie et d'Egypte s'efforcent de concrétiser leurs revendications démocratiques et sociales et de se défaire des restes encore importants de l'ancien régime. En Libye, depuis le 17 février (en fait dès le 15), a éclaté un véritable soulèvement contre le pouvoir dictatorial du colonel Mouammar Kadhafi.

Au-delà des informations éparses, comment les médias télévisés relatent les faits ? Les formules les plus courantes : « le chaos règne ! » ; « on assiste à un déferlement de violence ! ». Donc, en Libye, une sorte de « violence aveugle » serait à l'œuvre, entre des « tribus » ! Voilà la traduction, une fois de plus, d'une posture eurocentriste, fleurant le racisme.

Or, les masses insurgées de Libye cherchent à renverser - initialement les « mains nues » - un régime despotique et à détruire les piliers de son appareil d'Etat répressif. Quel nom donner à de tels événements ? Une révolution. Autrement dit, il y a les masses populaires d'un côté et, de l'autre, l'Etat de Kadhafi, de ses féaux et mercenaires qui massacrent à l'arme lourde un peuple en marche.

Certes, le déroulement d'une telle révolution ne laisse rien présager ni de son futur, ni de la brutalité sans rivage avec laquelle le despote et ses sbires peuvent encore réagir. Mais, clairement, il ne s'agit pas « d'un chaos ». Notre solidarité inconditionnelle doit s'exprimer avec la lutte pour les droits civils, civiques et sociaux qui s'affirment dans une telle révolution.

Le terme « chaos » n'est pas choisi au hasard par les régimes occidentaux qui, depuis quelques années, avaient accru les achats (déjà anciens) de pétrole comme de gaz et augmenté massivement les ventes d'armes au régime du « Guide de la révolution verte ».

II

Une des différences importantes entre les révolutions démocratiques en Tunisie ainsi qu'en Egypte et l'actuelle révolution à l'œuvre en Libye est simple à percevoir : en Libye, le noyau dur du pouvoir répressif policier et militaire est attaqué. Il risque d'imploser. Dans toutes les chancelleries occidentales une question se pose : existe-t-il un groupe d'officiers et d'officiels – entre autres parmi ceux qui font défection – apte à assurer une « transition contrôlée », comme en Egypte ou en Tunisie ? Pour éviter « le chaos » ! Cela d'autant plus que les liens entre les forces répressives du régime de Kadhafi et les forces armées des Etats-Unis ou de l'Europe sont depuis longtemps qualitativement plus lâches qu'en Egypte ou en Tunisie. Autre différence.

Ce n'est pas un hasard si les condamnations des massacres émises par les gouvernements occidentaux se sont fait entendre avec plus de force lorsque s'est accentué le délitement du pouvoir despotique.

Un ambassadeur libyen après l'autre donne sa démission, de la Suède à l'Indonésie en passant par la France. L'ambassadeur adjoint de la mission libyenne à l'ONU, Ibrahim Dabbashi, le 21 février, parle de « génocide » et « appelle les pays du monde entier à surveiller attentivement tout transfert d'argent venant de Libye ». Le 22 février, dans la nuit, le ministre de l'Intérieur, le général Abdul-Fatah Younis, démissionne. Il affirme soutenir ce qu'il nomme « la révolution du 17 février ». Le ministre de la Justice (sic) l'avait précédé. Youssef Sawani – le conseiller du fils de Kadhafi : Saif al-Islam Kadhafi – a fait de même.

Ces transfuges de la 23^e heure ne disposent pas tous d'une grande crédibilité pour assurer « une transition » si le dictateur est renversé et son clan liquidé. Toutefois, ils seront certainement recrutés pour une « transition dans l'ordre ». Leurs démissions, très publiques, sont d'ailleurs des offres de service.

III

Dans un tel contexte – au-delà des larmes de crocodiles versées à cause de « l'utilisation disproportionnée » (sic) de la force face aux manifestants – au sein de l'Union européenne et de la Maison-Blanche on carbure pour que les réserves de pétrole et de gaz ainsi que « le nouveau pouvoir » tombent dans de bonnes mains. Ces intentions des puissances impérialistes auront quelques difficultés à se concrétiser en Libye, sur le très court terme, pour les raisons indiquées ci-dessus.

Dans l'immédiat, la priorité pour celles et ceux qui sont du côté des masses populaires luttant contre un pouvoir de massacreurs consiste à appuyer toutes les aides médicales pouvant être apportées depuis l'Egypte dans la Cyrénaïque (Tobrouk, Benghazi, etc.). Des médecins égyptiens commencent déjà à le faire, depuis le 24 février : 24 ambulances, des unités de soins d'urgence. Il en va de même pour l'aide alimentaire. Refuge doit être assuré en Tunisie à celles et ceux (Libyens) qui en ont besoin face aux exactions et crimes des nervis kadhafistes. Le gel et la confiscation des avoirs de Kadhafi doivent être appliqués de suite et ces sommes restituées, demain, au peuple de Libye. Une rupture de tous les contrats commerciaux passés avec le régime doit être prononcée. La cessation des achats de pétrole et de gaz doit de suite entrer en vigueur. Toutes les livraisons d'armes doivent être interrompues. Des mises en garde sérieuses peuvent être faites, par divers gouvernements, pour empêcher l'arrivée de mercenaires en Libye. Cela peut aider concrètement le peuple libyen à garder le contrôle (contre les manœuvres impérialistes) sur un processus révolutionnaire qu'il est en position de faire aboutir et qu'il a déjà payé de milliers de morts et blessés.

IV

Une autre facette de l'attitude face à cette révolution en Libye est, souvent par convenance politique, camouflée. Faut-il rappeler quelques faits à ceux qui manifestent « leur émotion » lorsqu'ils s'adressent aux représentants diplomatiques en Suisse du régime du général Chavez du Venezuela ? Il semble que ce soit nécessaire.

Sur le site même du « Gouvernement bolivarien du Venezuela », en date du 1^{er} septembre 2009, il est affirmé ceci : « Selon lui [le président Hugo Rafael Chavez Frias], son homologue Mouammar Kadhafi est en train de créer un modèle propre de développement, un socialisme propre, un socialisme libyen, chose que peu de pays ont obtenue. » Chavez mentionne, dans la même déclaration, comme autres « modèles propres de socialisme » ceux de Nasser ou de Fidel Castro.

D'ailleurs, Fidel Castro n'a pas manqué, dans un de ses écrits hebdomadaires daté du 21 février 2011, de proclamer qu'il « faudra attendre le temps nécessaire pour connaître vraiment ce qu'il y a de vrai et de mensonges ou de semi-vérités dans ce qu'on nous dit de la situation chaotique (sic) en Libye ». Il en tire une conclusion : « Le pire serait maintenant de faire silence sur le crime que l'OTAN s'apprête à commettre contre le peuple libyen. Pour les chefs de cette organisation belliciste, il y a urgence. Il faut le dénoncer. »

Autrement dit, l'urgence n'est pas de dénoncer le carnage des « forces de sécurité » du colonel Kadhafi contre le peuple libyen, de choisir le camp du soulèvement populaire. Il faudrait manifester contre l'intervention... future et hypothétique de l'OTAN qui va « occuper la Libye » ! Car la situation, comme le disent les médias occidentaux, est « chaotique » !

Fidel Castro, pour faire bonne mesure, cite dans son texte le ministre vénézuélien des Affaires étrangères, Nicolas Maduro. Ce dernier a souhaité au peuple libyen de trouver « *dans l'exercice de sa souveraineté, un règlement pacifique à ses difficultés, de façon à préserver son intégrité et celle de la nation, sans ingérence de l'impérialisme* ». Comment pourrait bien exercer sa souveraineté un peuple opprimé, réprimé, y compris torturé - comme le sont des réfugiés parqués dans les camps de rétention libyens financés par l'Italie et l'Europe - et ne disposant pas de constitution, du droit de former des partis politiques, des syndicats, d'avoir une presse libre ? On croit rêver. Ou plutôt pleurer lorsque ces infamies sont proférées par un représentant majeur de ladite « révolution bolivarienne » !

Ces rappels sont d'autant plus nécessaires que le régime libyen a la délicatesse d'attribuer, depuis 1988, « le prix Mouammar Kadhafi des droits de l'homme ». Un prix qui doit honorer « les personnalités et les organisations qui jouent un rôle marquant dans le domaine des droits humains ». En 1998, Fidel Castro a reçu ce prix ; en 2000 Evo Morales qui n'était pas encore président (Bolivie), aux côtés du Centre européen pour le tiers-monde (CETIM) de Genève ; en 2004 Hugo Chavez et en 2009 Daniel Ortega (Nicaragua) qui vient de soutenir, sans réserve, Kadhafi ! La « realpolitik » - qui attribue, au mieux, un strapontin à l'action propre et indépendante des travailleurs et des masses populaires - a encore frappé au sein d'une certaine gauche à l'occasion de cette révolution en Libye.

V

L'économie libyenne s'est affaïssée. En effet, son fonctionnement reposait largement sur la mise au travail de 60'000 Bangladais, de 30'000 Philippins, de 23'000 Thaïlandais, de 18'000 Indiens, de 33'000 Chinois dans les secteurs de la construction et des infrastructures ; sans parler des Egyptiens et des Tunisiens. Or, ces travailleurs fuient en masse le pays. Une partie de l'exportation du gaz et du pétrole n'est plus sous contrôle du pouvoir dans la région de Cyrénaïque. Le régime a perdu une jambe.

Kadhafi a fortement utilisé les alliances entre tribus (Warfallah, Kadhafa - la sienne - et Makarha)

dans l'organisation du pouvoir et la distribution de postes et du contrôle de certaines zones géographiques. Mais, il est abusif de présenter la société libyenne actuelle comme un « simple conglomérat de tribus ». Cette « description » simpliste et réductiviste a pour but de renforcer les positions des puissances qui voudraient légitimer divers types d'interventions et surtout des solutions de continuité en recyclant des ex-éléments clés du régime.

VI

C'est la population des diverses villes, à l'Est et maintenant à l'Ouest, qui s'est battue, qui a renversé les pouvoirs locaux. Le 24 février 2011, Kadhafi a invoqué - dans une atmosphère de tyran décomposé - un complot d'Al-Qaida ! Il peut encore utiliser la Brigade Khamis pour commettre un carnage. Ahmed Kadhafi al-Dam, un cousin du colonel et l'un des plus hauts responsables du régime, a rompu avec lui et dénoncé « *les graves violations contre les droits humains* ». L'ex-ministre de la Justice Moustafa Abdel Galil, dans la ville d'Al Baida (à l'est) a mis en garde contre la possibilité d'utilisation d'armes chimiques, avec une composante génocidaire ; ce qui exigerait, si cela devait se passer, de rompre le bras de celui qui l'aurait ordonné. Cela dans l'esprit de ce qu'explique Alain Gresh sur son blog du *Monde diplomatique*.

Pour l'heure, manifester sa solidarité avec le peuple libyen consiste à ce que dans les pays occidentaux comme dans le « monde arabe », le régime du dictateur soit isolé et l'appui au peuple libyen le plus large et visible possible. Et que soit mis un terme en Europe aux délires semi-racistes sur les flux d'émigrés !

MPS, 26 février 2011

France:Halte au massacre en Libye ! Vive la révolution !

Communiqué du NPA

Du Caire à Tunis, d'Alger à Casablanca, de Saana à Amman, les pays arabes se mobilisent pour en finir avec les dictatures. Ben Ali et Moubarak sont tombés ouvrant un immense espoir pour tous les peuples du Maghreb et du Moyen Orient. Mais les vieilles momies accrochées à leurs privilèges ne désarment pas. Le colonel Khadafi, reçu l'an passé en grandes pompes par l'Etat français, organise depuis 48 heures un véritable massacre de masse à Benghazi. Plus de 300 morts sont déjà à déplorer selon les observateurs.

Le NPA exprime son profond dégoût devant le crime d'Etat perpétré en Libye. Il apporte son soutien total aux insurgés dans leur lutte pour la démocratie et la chute de la dictature. L'espoir est dans le camp des révoltés qui se sont d'ores et déjà rendu maîtres de plusieurs villes et qui ont provoqué des fissures au sommet du pouvoir, matérialisées par la démission d'un ministre proche de Kadhafi.

Il est de la responsabilité des progressistes et des anticapitalistes d'organiser partout au plus vite des rassemblements de solidarité avec la révolution libyenne.

Khadafi, assassin, dégage !

Paris le 21 février 2011.

